



## RÉFÉRENDUM

# SUR LA CONDITION ANIMALE :

*pourquoi c'est l'élevage tout entier qui est menacé ?*

### QUELQUES CHIFFRES

↓ 12-15 %

c'est la part dédiée à l'alimentation dans le budget des ménages aujourd'hui. Cette part était de 25 % en 2000 et 45 % en 1945.

↓ 7 €/jour

c'est le budget alimentaire moyen quotidien par Français

↓ 45 %

c'est la part des volailles importées dans la consommation totale de volailles. Ce taux était de seulement 25 % en 2000.

↓ 1/50

L'élevage moyen français est 50 fois plus petit que les élevages sud-américains

Le Référendum d'Initiative Partagée pour les animaux (RIP animaux) présente six mesures dont deux concernant l'élevage.



- Interdiction de tout nouvel élevage n'offrant pas un accès au plein air adapté au besoin des animaux
- Interdiction de l'élevage en cage, case, stalle ou box à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025.



↓ **Interdire l'élevage en cage, c'est aller à l'encontre des animaux.**

Interdire l'élevage en cage en France reviendrait à **augmenter les coûts de production des éleveurs français, qui se verraient obligés de les répercuter sur les prix de vente aux consommateurs.** Par exemple, pour la filière volaille, les associations welfaristes souhaiteraient généraliser les conditions d'élevage de l'ECC (European Chicken Commitment). Or l'extension de l'ECC à toutes les productions générerait un surcoût du prix du filet de poulet de +60 %, ce qui entraînerait mécaniquement une augmentation des importations issues de pays étrangers, bien en-dessous des standards de production français ! **En privilégiant ainsi les élevages industriels étrangers, le RIP va à l'encontre des animaux.** Rappelons que l'élevage plein air n'est pas obligatoirement gage de bien-être animal et l'élevage en bâtiment synonyme de maltraitance.

Contrairement à ce que veulent faire croire les activistes à l'initiative du RIP, **le bien-être des animaux d'élevage n'est qu'une étape vers l'abolition pure et simple de l'élevage.** La filière d'élevage française veut pouvoir continuer à proposer des produits carnés de qualité et capables de répondre aux attentes sociétales, tout en étant financièrement abordables. **Il s'agit ici de garantir le droit pour tous de bien manger et de lutter contre les inégalités alimentaires.**



## Notre souveraineté alimentaire en question

Le seul effet de ce RIP serait donc d'accroître la perte d'indépendance alimentaire, mise en lumière au cours de ces derniers mois, et favoriserait la multiplication d'accords de libre-échange tels que le CETA ou le Mercosur. Pire encore, les éleveurs qui croulent déjà sous la sur-transposition des normes européennes se verraient concurrencés au sein même de l'UE par des pays qui sont très loin de pratiquer l'élevage paysan. Il est utile de rappeler que la France possède une balance commerciale déficitaire pour les viandes et préparations de volaille depuis trois années consécutives (- 346 M€), tout comme en viande porcine, positive en tonnage (+ 126 000 tec) mais négative en valeur (- 86 M€).

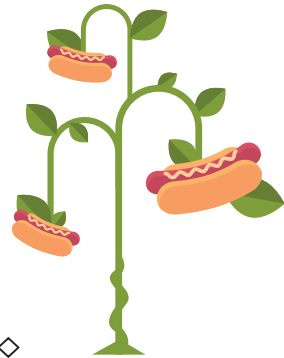


## Les promoteurs du RIP : des « grands patrons » qui ont tout misé sur les alternatives à la viande

Loin d'être des défenseurs de la cause animale, les « *grands patrons* » et associations ayant participé au lancement du référendum pour les animaux ont bien des intérêts à tirer de ce RIP.

On peut ainsi s'interroger sur les motivations de Xavier Niel, PDG de Free, qui via son fonds d'investissement « *Kima Ventures* », finance des entreprises qui produisent des alternatives à la viande telles que « *77 foods* » ou « *Les nouveaux fermiers* ».

Ces entreprises se servent du militantisme exacerbé d'une poignée de personnes qui ne connaissent rien au monde de l'élevage, en contestant les intérêts avérés de la consommation de viande pour la santé ou l'environnement et ce, dans l'unique but de développer de nouveaux marchés et de s'enrichir.



## Le RIP : cheval de Troie de l'abolition pure et simple de toute forme d'élevage.

Le cas de l'association antispéciste L214, soutien du RIP, est édifiant : l'association érige l'étendard de la défense du bien-être des animaux et contre l'élevage intensif derrière lequel se cachent les revendications d'abolition totale de l'élevage et de toute utilisation des animaux. L'association est notamment financée par « *Open Philanthropy Project* », fonds hébergé par la « *Silicon Valley Foundation* », qui finance les laboratoires et start-ups élaborant des substituts aux aliments animaux.

## OUI à un vrai débat parlementaire, NON à un référendum sous le joug de l'émotion

Le RIP animaux a suscité l'émotion de la population, qui avoue à près de 89 % (sondage IFOP) soutenir les six propositions du référendum. Que des citoyens se soucient du bien-être animal est une bonne chose. Cependant, l'agriculture conventionnelle répond à une demande de consommation qui relève plus d'un choix personnel que d'un choix de société. Ceux qui le souhaitent ont déjà la liberté de ne manger que des animaux élevés en plein-air et, cela, sans empêcher ceux qui n'ont pas fait ce choix de continuer à manger de la viande conventionnelle française. **Ce n'est pas au suffrage universel de régler une profession et ses pratiques.**

De plus, ce référendum mélange et amalgame des propositions qui relèvent du bon sens avec des propositions qui sous-entendent que les éleveurs qui ne pratiquent pas l'élevage en plein air maltraitent leurs animaux. De même, le caractère « *fourre-tout* » du référendum laisse craindre qu'il sera présenté de manière biaisée, ambiguë voire simpliste, laissant croire aux électeurs qu'il ne s'agit que de bien-être animal. Or, ce référendum n'est pas aussi innocent et bienveillant qu'il y paraît : ce serait un pas de plus vers l'abandon de l'élevage en France s'il venait à être adopté.

**Qu'on se le dise, les éleveurs sont tout à fait conscients d'être les premiers acteurs du bien-être de leurs animaux.** Chacun d'eux sait parfaitement qu'un animal élevé dans de bonnes conditions donnera un meilleur produit. De plus, un animal maltraité, malade ou stressé, sera beaucoup plus exposé aux accidents physiques et sanitaires que celui qui bénéficiera de toutes les attentions bienveillantes de son propriétaire et impactera négativement la rentabilité de l'élevage.

